

GÉRARD NOIRIEL

Les
Gilets jaunes
à la lumière de
l'histoire

dialogue avec
Nicolas Truong

LES GILETS JAUNES
À LA LUMIÈRE DE L'HISTOIRE

La collection *Le monde des idées*
est dirigée par Nicolas Truong

Dans la même collection :

Jean Claude Ameisen, illustré par Pascal Lemaître,

Les chants mêlés de la Terre et de l'Humanité

Collectif, *Le crépuscule des intellectuels français ?*

Collectif, *Résister à la terreur*

Collectif, *Penser après le 11 janvier*

Collectif, *Résistances intellectuelles*

Collectif, *Philosophie de la marche*

Boris Cyrulnik, Tzvetan Todorov, *La tentation du Bien
est beaucoup plus dangereuse que celle du Mal*

Stéphane Hessel, avec Edgar Morin, *Ma philosophie*

François Hollande, Edgar Morin, *Dialogue sur la poli-
tique, la gauche et la crise*

Olivier Roy, *La peur de l'islam*

© Le Monde/Éditions de l'Aube, 2019
www.editionsdelalube.com

ISBN 978-2-8159-3319-3

Gérard Noiriel

**Les Gilets jaunes
à la lumière de l'histoire**

dialogue avec Nicolas Truong

éditions de l'aube

DU MÊME AUTEUR (EXTRAITS)

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA FRANCE ; DE LA
GUERRE DE CENT ANS À NOS JOURS, Agone,
2018

Le retour de la question sociale

Nicolas Truong

Avant d'être le signe d'une division, les Gilets jaunes sont l'emblème d'une communion. Des libéraux aux socialistes, des identitaires aux anarchistes, de l'essayiste Alain Finkielkraut à l'écrivaine Annie Ernaux, du philosophe Luc Ferry au romancier Édouard Louis, beaucoup d'intellectuels ont endossé la cause des Gilets jaunes, dont la révolte, née du rejet de l'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, et notamment les carburants, s'est structurée, à partir du 17 novembre 2018, autour du blocage des ronds-points du territoire périurbain et de manifestations nationales organisées chaque samedi dans les villes moyennes et les grandes métropoles françaises. Une convergence intellectuelle qui recoupe, de

péages bloqués en murs tagués, certaines alliances de circonstance d'une fronde qui s'est étendue à d'autres revendications fiscales (comme la taxation du kérosène ou le rétablissement de l'impôt sur la fortune), sociales (augmentation du Smic) et politiques (référendum d'initiative citoyenne et démission d'Emmanuel Macron). Mais l'unanimité intellectuelle apparent masque de nombreuses divergences. Une partie de l'intelligentsia médiatique, plutôt majoritaire, campe une France coupée en deux, divisée entre les prolos et les bobos, les citadins et les ruraux. La thèse du géographe Christophe Guilluy, à nouveau déclinée dans *No society; la fin de la classe moyenne occidentale* (Flammarion, 2018), qui oppose les grandes métropoles mondialisées aux territoires périurbains formés par une classe moyenne paupérisée, est devenue son mantra. Transformant une simplification géographique en caricature idéologique, le pamphlétaire identitaire Éric Zemmour explique que deux France se font face : celle des Gilets jaunes, composée d'une « majorité d'hommes blancs entre 30 et 50 ans », parée de toutes les

vertus – de la dignité à la francité –, et celle des « minorités », des gauchistes et des mouvements féministes, qui défilaient notamment le samedi 24 novembre à Paris contre les agressions sexuelles (comme si on ne pouvait pas être à la fois insurgé contre les inégalités sociales et remonté contre les violences sexistes).

Une « situation populiste », résume la philosophe belge Chantal Mouffe, auteure de *Pour un populisme de gauche* (Albin Michel, 2018) et proche des Insoumis de Jean-Luc Mélenchon, à savoir une polarisation du conflit politique entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas ». Un « moment poujadiste », corrige le philosophe Bernard-Henri Lévy, directeur de la revue *La Règle du jeu*, qui oppose « ceux qui ont de la mémoire » – des émeutes fascisantes unissant les « rouges » et les « bruns » – à « ceux qui n'en ont pas ». Une vision, plutôt minoritaire, soutenue par Daniel Cohn-Bendit et Romain Goupil, mais dépassant le cercle des écolos libéraux-libertaires, qui estiment que ce soulèvement n'est pas révolutionnaire et qu'il contient, au contraire, les ferments

d'une dérive autoritaire : « En 1968, on se battait contre un général au pouvoir. Les Gilets jaunes, aujourd'hui, demandent un général au pouvoir », déclare l'ancien leader du Mouvement du 22-Mars.

Mais cette vision en noir et jaune est tempérée par une myriade de chercheurs qui oscillent entre empathie et refus de l'idéologie, ou scepticisme et rejet des anciennes catégories. Beaucoup, comme l'historienne Marion Fontaine, affichent leur « perplexité » et leur difficulté à cerner un mouvement insaisissable dont tout le monde ou presque se réclame.

Il faut dire que ce mouvement est une aubaine, autant pour la gauche révolutionnaire que pour la droite identitaire. La première peinait à mobiliser les classes populaires contre des entités un peu vagues (le « néolibéralisme » ou la « crise climatique »), qui recouvrent des réalités certes concrètes, mais dont l'abstraction confinait à l'impuissance et ne fédérait guère au-delà des cercles affinitaires. La seconde, portée par la vague populiste occidentaliste, mais entravée par l'irruption d'Emmanuel Macron lors de la présidentielle de 2017,

rêvait d'une révolte des « petits Blancs ». Bref, le peuple manquait. D'où les vives querelles sur son essence supposée.

Les uns, à l'instar du philosophe Jean-Claude Michéa, louent, dans le sillage revendiqué mais parfois aussi abusif de George Orwell, la « décence ordinaire » des classes populaires ; les autres, à l'image de l'historien Gérard Noiriel, soutiennent le combat pour l'amélioration de leur condition, mais contestent leur idéalisation : « Je suis convaincu que si les chaînes d'information en continu et les smartphones avaient existé en 1936, les journalistes auraient pu aussi enregistrer des propos xénophobes ou racistes pendant les grèves, déclare-t-il au *Monde*. Il ne faut pas oublier qu'une partie importante des ouvriers qui avaient voté pour le Front populaire en mai-juin 1936 a soutenu ensuite le Parti populaire français de Jacques Doriot, qui était une formation d'extrême droite. » Historien et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Gérard Noiriel a analysé le mouvement des Gilets jaunes avec une grande acuité. Et son empathie pour le mouvement ne

l'a pas empêché d'exercer son jugement critique. Il a surtout éclairé cette révolte par sa culture historique et sa connaissance de l'histoire des classes populaires. Spécialiste de l'histoire de l'immigration en France (*Le Creuset français; histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècles*, Seuil, 1988), du racisme (*Le Massacre des Italiens; Aigues-Mortes, 17 août 1893*, Fayard, 2010), de la classe ouvrière (*Les Ouvriers dans la société française, XIX^e-XX^e siècle*, Seuil, 1986) ou des questions interdisciplinaires et épistémologiques en histoire (*Sur la « crise » de l'histoire*, Belin, 1996), Gérard Noiriel a publié une importante *Histoire populaire de la France; de la guerre de Cent Ans à nos jours* (Agone, 2018) et propose une analyse socio-historique du mouvement des Gilets jaunes loin des caricatures et des certitudes idéologiques.

Certains intellectuels opposent l'élitaire Nuit debout aux populaires Gilets jaunes, ceux qui prennent l'avion à ceux qui conduisent des camions, la « gauche kérosène » au peuple du diesel; les autres rêvent au contraire de les fédérer dans un même « combat contre l'oligarchie ».

Mais ces querelles sur la pertinence de la notion de « France périphérique » ou du sens à donner au « peuple » témoignent d'un incontestable retour de la question sociale, comme l'illustre cet entretien avec Gérard Noiriel, qui prolonge et développe amplement un premier dialogue paru dans *le Monde* (28 novembre 2018). Or une grande partie de l'intelligentsia l'avait mise de côté, voire discréditée au profit d'une focalisation sur la question de l'identité.

À force de n'être « pas la cause de tout », les conditions sociales n'étaient plus la cause de rien. L'insécurité était uniquement culturelle, les conflits exclusivement culturels. Or voici que ceux qui, à gauche comme à droite, avaient transmué les questions sociales en revendications sociétales ou en affirmations identitaires (re)découvrent la faiblesse de certains salaires.

Et trouvent même des circonstances atténuantes à certaines exactions, violences et profanations. Il serait tout aussi réducteur de faire soudainement du social, par un simple mouvement de balancier, l'alpha

GÉRARD NOIRIEL

et l'oméga des maux qui taraudent notre société désorientée. Le social ne supplante pas le culturel, et *vice versa*. Mais à force d'expliquer qu'il n'avait « rien à voir » avec l'échec scolaire ou la radicalisation, à force de faire de l'explication une antichambre de l'excuse, et de la sociologie, une idéologie, le social s'était volatilisé. Le voilà qui revient, pour le meilleur et pour le pire, entre émancipation et réaction.

Nicolas Truong